



Salmane-Israël 3/3 : Walid Ben Talal, nouveau poisson pilote de la normalisation saoudo israélienne

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 13 mars 2016
madaniya.info

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

LA SUBLIMATION PAR LA PHILANTHROPIE D'UN DESTIN POLITIQUE CONTRARIÉ

L'accord sur le nucléaire iranien a conduit l'Arabie saoudite à se lester de ses menus fretins, les journalistes Osmane Al Omeir et Abdel Rahman ArRached, pour tenter de propulser un «grand dans la cour des grands» en assignant à un membre de la famille royale, en la personne de Walid Ben Talal, le plus médiatique des princes saoudiens, la mission de poisson pilote de la normalisation saoudo-israélienne.

Poids lourd de la finance internationale, mais poids plume de la galaxie wahhabite, l'homme a déjà donné des gages, et, à défaut d'un grand destin national, s'est déjà drapé de philanthropie en compensation d'une carrière politique contrariée.

«Les Arabes doivent renoncer à leur acrimonie à l'égard de la nation juive et à œuvrer en vue d'un Moyen orient prospère», a-il-déclaré annonçant au quotidien saoudien Oukaze son intention d'effectuer un pèlerinage à la Mosquée Al Aqsa, 3e Haut Lieu Saint de l'Islam, sous occupation israélienne, pour une visite de 7 jours. «Tous mes frères et sœurs musulmans doivent comprendre qu'il est un impératif moral que pour les Arabes de renoncer à leur hostilité envers le peuple juif».

«Mon souverain, le Roi Salmane, m'a donné instruction d'établir un dialogue direct avec les intellectuels israéliens en vue d'établir des relations amicales avec nos voisins israéliens».
(1)

Cette déclaration, intervenue le 2 juillet 2015, soit douze jours avant la finalisation de l'accord sur le nucléaire iranien, est survenue au lendemain d'une surprenante décision du Prince d »affecter sa fortune à un fonds philanthropique.

Le classement «Forbes» estime sa fortune à 28 milliards de dollars et le situe à la 21e place des milliardaires.

Propriétaire de Kingdom Holding Company, le milliardaire saoudien et à la tête d'un holding englobant dans son portefeuille 5% de News Corporation qui regroupe les studios de cinéma 20th Century Fox, les chaînes de télévision Fox News, Sky Deutschland, Sky Italia, les magazines et journaux The Wall Street Journal, The Times, The Sun et New York Post, ainsi que de participations dans de nombreuses sociétés (Twitter, le palace Four Seasons George V à Paris, en passant par Citigroup ou Euro Disney.

Al-Walid a indiqué à cette occasion qu'il allait se consacrer «à jeter des ponts entre les cultures, promouvoir les droits de femmes, aider les jeunes, apporter des secours en cas de catastrophe naturelle».

Tant dans sa déclaration à l'intention de l'opinion israélienne ou les expressions «nation juive», et «peuple juif» abondent, comme en résonance aux doléances israéliennes, que dans son annonce de la création d'un fonds philanthropique, Al Walid a complètement passé sous silence le fait palestinien, pas plus dans son aspect politique, notamment la judaïsation rampante d'Al Qods, -la ville sainte dont son roi en est théoriquement le gardien-, que dans son aspect humain, les dures conditions de vie de la population palestinienne soumise à l'occupation et contrôlée par 700 barrages militaires. En se plaçant hors politique, le prince a présenté sa démarche comme un geste œcuménique envers une religion abrahamique.

Une ambition politique contrariée : Al Walid versus Rafic Hariri

Poids lourd de la finance internationale, le Prince Walid Ben Talal Ben Abdel Aziz Al Saoud, est, de par sa naissance et ses liens de consanguinité, un trait d'Union entre le Machreq et le Maghreb, les deux versants du Monde arabe, un atout de taille à l'heure de la diffusion pan arabe et de la mondialisation des flux économiques.

Binational libano saoudien, de naissance et de droit, contrairement à Rafic Hariri, dont la nationalité saoudienne, lui a été octroyée par décretée, le prince Walid a vu ses ambitions politiques au Liban bridées par les dirigeants saoudiens de crainte de faire ombrage à leur homme lige, dont la docilité est directement proportionnelle à son état de subordination à l'égard de ses bienfaiteurs saoudiens. Un être infiniment plus malléable que ce prince de sang royal, issu de surcroît d'une dynastie politique authentiquement libanaise, dont la fortune excède par ailleurs largement celle du milliardaire libano saoudien. À son corps défendant, il a ainsi décliné la charge de premier ministre du Liban que se proposait de lui offrir le président libanais de l'époque, le général Émile Lahoud, en pleine tourmente arabe consécutive à l'invasion américaine de l'Irak.

En guise de compensation, il obtiendra pour sa tante Leila El Solh Hamadé, qui préside au Liban une très importante association caritative très active dans le domaine œcuménique, un poste ministériel dans une opération destinée à maintenir la permanence de la validité de la revendication de son clan sur des responsabilités gouvernementales libanaises.

Un parcours identiquement contrarié pour le père

Fils du prince Talal Ben Abdel Aziz, un des princes progressistes de l'épopée nassérienne, le Prince Walid, est, par son père, le propre fils du Roi Abdel Aziz Al Saoud, fondateur de la dynastie wahhabite et du royaume saoudien (2).

Intrépide, son activisme s'apparente parfois à une boulimie qui cache peut être une blessure secrète dont certains trouvent son origine dans l'éviction de son père, le Prince Talal, des responsabilités politiques saoudiennes. Pour avoir préconisé la réforme des institutions monarchiques saoudiennes, en 1960, et rallié à la tête du groupe des «Princes Libres», la cause du président égyptien Gamal Abdel Nasser, le chef charismatique des Arabes à l'apogée du nationalisme arabe, Talal, le père de Walid, a été déchargé de ses fonctions ministérielles et diplomatiques. Après une décennie d'exil et d'errance dans les pays arabes, au Caire d'abord, à Beyrouth, ensuite, Talal se réconciliera avec ses frères royaux dans les années 1980, devenant représentant de l'UNICEF pour la région du Golfe.

En novembre 2011 sur fond d'une vive compétition pour l'attribution du poste de prince héritier à la suite du décès de son titulaire, Sultan, une campagne de presse était déclenchée au niveau arabe et international faisant état d'abus sexuels de Walid à Ibiza et en Autriche, perturbant les démarches de son père en vue de sa confirmation comme prince héritier. Talal, le père de Walid, sera ainsi une nouvelle fois écarté de la succession au mépris de la loi de la primogéniture, entraînant sa démission et de celle de douze autres princes du Conseil d'allégeance en charge des transitions dynastiques.

Optant pour un saut de génération afin d'épargner au Trône une gangrène gérontocratique, le Roi Salmane s'est en effet choisi comme successeur, le prince Mohammad Ben Nayef, ministre de l'Intérieur, dont son père, l'ancien prince héritier, avait été malencontreusement qualifié de «boucher» par l'ancien premier ministre libanais Saad Hariri dans une impertinence coûteuse pour sa crédibilité auprès de la famille régnante saoudienne.

Les camouflets de Walid Ben Talal

Désertant la zone de turbulence libanaise, Walid a opté pour Manama pour y fixer le siège de son nouvel empire. Un choix paradoxal en ce que le Bahreïn passe pour être l'un des dix pays les plus restrictifs à la liberté de la Presse.

Mais, au-delà des facilités financières et matérielles dont il a bénéficié, -15 millions de dollars pour l'aménagement de sa nouvelle cité médiatique-, le choix de Manana est un choix éminemment politique en faveur d'une dynastie contestée par la majorité chiite de la population, dont il entend assumer la défense médiatique du fait de sa proximité géographique avec l'Iran.

Pour la première fois de son histoire, l'Arabie saoudite, avait, à cette occasion, dépêché des troupes dans l'archipel voisin pour faire office de bouclier à la contestation anti monarchique et fait taire les critiques y compris celles d'Al Jazira, que la sévère répression de la contestation locale a suscitée dans de larges couches populaires du Monde arabe.

Face au Qatar, sa chaîne «Al Jazira» et son commandement central américain (Centcom), face à Abou Dhabi, sa base aéronavale française et sa future chaîne «Sky Arabia» lancée avec la collaboration de la chaîne britannique Sky GB du magnat australien Rupert Murdoch, face enfin à Doubaï et sa chaîne saoudienne «Al Arabiya», propriété du clan rival d'Al Sudeiry, Al Waleed attendait son heure.

Face à l'Iran, chiite et révolutionnaire, l'objectif d'Al Arab se proposait de clamer le credo d'Al Walid, musulman pratiquant soucieux de promouvoir un islam teinté de modernité et son inclusion dans le circuit d'une économie mondialisée dans la pure tradition de l'ultra capitalisme. Mais c'était sans compter sur les vapeurs du minuscule Roi du minuscule archipel qui fera cesser sa lévitation hertzienne, dans un acte d'audace frisant l'inconscient.

Les déconvenues d'«Al Arab»

Contre attente, «Al Arab», la chaîne privée du prince, lancée à grand frais depuis Manama, siège de la 5e flotte américaine pour le Golfe et l'Océan Indien, pour contrer sa rivale du Qatar Al Jazira, proche de la confrérie des Frères musulmans, a été pourtant contrainte à la fermeture de ses antennes 24 heures après son lancement, victime des rigueurs de la censure de Bahreïn, un pays pourtant allié de l'Arabie saoudite. «Al Arab» avait eu la témérité de donner la parole à un opposant chiite de Bahreïn, un sacrilège absolu dans les

pétromonarchies quand bien même le Coran prescrit de «ne faire aucune différence entre un arabe ou un perse que par la piété». Une décision de fermeture qui a retenti comme un retentissant camouflet au libérateur des ondes arabes.

Le tweet de la fête nationale saoudienne

Outrecuidant ou maladroit, le prince milliardaire avait suscité l'hilarité des réseaux sociaux pour le tweet qu'il avait diffusé à l'occasion de la fête nationale saoudienne, le 24 septembre 2013. Dans son message de vœux, le petit-fils du fondateur du royaume presse ses pairs de «prendre en compte les aspirations et les besoins du peuple saoudien».

La réponse d'un activiste, Majed Al Moukhallafi, fusa, implacable : «Commence par toi-même». Un autre gazouilleur répondant au nom de Victor a énuméré à l'intention du prince les règles de bonne gouvernance saoudienne : «Songe aux sacrifices consentis par tes aïeux. Tu commences par voler les richesses du pays, tu continues par dilapider l'argent public, tu termines par faire des dons et des cadeaux uniquement pour te faire de la publicité et devenir célèbre».

La fuite de la Princesse Barbie

Autre tâche, familiale celle là, l'asile politique accordée à sa propre sœur Sarah Bint Talal par le Royaume Uni. «Princesse Barbie», -son surnom du fait qu'elle se déplace constamment en Rolls Royce y compris pour faire ses emplettes au supermarché-, a réussi à s'enfuir et à préserver son pactole que sa famille convoitait. La fuite de Sarah, petite fille du fondateur du Royaume est une première depuis la fondation de la monarchie et un point noir dans le palmarès familial au point que ses détracteurs lui ont conseillé plutôt que de brasser l'air à bord de jet privé de mettre de l'ordre dans sa propre famille et de promouvoir les droits de la femme, dans son pays, le plus obscurantiste du Monde. Qu'une princesse de sang royal saoudien quête l'asile politique auprès de son ancien colonisateur donne la mesure de l'étouffoir saoudien et de l'intolérance de ses dirigeants.

Du bellicisme sous couvert d'œcuménisme

Bentley voulant sans doute s'attirer les bonnes grâces du nouveau roi dont il a salué la «sage direction», Walid Ben Talal a fait preuve d'un enthousiasme rare à l'égard de l'expédition punitive saoudienne contre le Yémen, au point d'offrir une luxueuse voiture britannique Bentley à chacun des 100 pilotes saoudiens qui ont participé au châtiment du Yémen, le plus pauvre des pays arabes avec la Somalie ! Une façon très personnelle de développer le patriotisme, le sens du devoir et le goût du sacrifice au sein des forces armées saoudiennes.

<http://fr.sputniknews.com/international/20150422/1015784458.html#ixzz3Y4d5>

Le précédent du Qatar

L'Émir du Qatar, au plus fort de la Guerre contre la Syrie, avait effectué une visite «historique» à Gaza, le 23 octobre 2012, sanctionnant symboliquement la division de la Palestine en deux blocs distincts -Cisjordanie et Gaza-, sans pour autant apporter paix et prospérité à l'enclave en ruines, mais deux grandes offensives israéliennes, l'une, juste deux semaines après la visite du qatari, «opération Pilier de défense», le 14 novembre 2012, et la seconde «Bordure protectrice», deux ans plus tard, le 6 juillet 2014. Le «Field and Air Marshall du printemps arabe», le Rommel et Von Paulus combiné des batailles de

Stalingrad et d'El Alamein, a été dégommé par un remote américain à distance, moins d'un an après son auguste voyage historique à Gaza.

Banni de la sphère politique saoudienne monopolisée pendant près de quarante ans par le clan Sideiry, constitué notamment par l'ancien Roi Fahd, et ses six frères, Walid a conquis de haute main le pouvoir économique. Un pouvoir qu'il lui importe de consolider loin des aléas et les fortes turbulences au sein de la maille Royaume saoudienne. Par le biais de la philanthropie et le philo sionisme ?

Voulant sans doute conjurer le sort funeste du petit wahhabite du Qatar, Hamad Ben Khalifa Al Thani, Walid a ainsi donné des gages au chauvinisme débridé des Saoudiens et au grand capital transnational.

En association avec la famille Reichmann et pour une valeur de 100 millions de dollars de l'époque, le prince a acquis une participation dans le projet «Canary Wharf», le complexe de bureaux londoniens qui représente la plus vaste opération immobilière d'Europe. À ses détracteurs qui jugeaient son association avec la famille Reichmann comme une «contre nature» l'alliance entre un prince wahhabite avec une famille judéo canadienne, le prince avait rétorqué, usant de la dérision, qu'il s'agissait d'une alliance en fait entre deux orthodoxes : «Les Reichmann sont des juifs orthodoxes et moi, je suis un musulman orthodoxe. Notre point commun est l'orthodoxie», a-t-il répondu.

La réponse, plus complète, aurait dû être : «Avec le business comme point commun supplémentaire». L'argent, il est vrai, n'a pas d'odeur. Ni foi ni loi, non plus.

Le prince Walid Ben Talal s'était déjà distingué en décembre 2013 en privilégiant une alliance avec Israël contre l'Iran Chiite, précisément sur la chaîne Bloomberg TV, son partenaire dans le projet «Al Arab».

Dans un monde arabe en état de désorientation, acter publiquement la connivence de fait entre l'Arabie saoudite et Israël, qui engloberait en outre «les Arabes et les sunnites», dans leur combat contre la branche rivale de l'Islam, l'Iran chiite et ses alliés régionaux, la Syrie et le Hezbollah libanais; Établir de surcroît un partenariat avec Israël, qui s'est délibérément placé en dehors de la légalité internationale par son refus obstiné de tout règlement de paix, Israël le partenaire absolu de l'apartheid sud africain mis à l'index lors de l'hommage planétaire en faveur de Nelson Mandela, Israël, dirigé par Benyamin Netanyahu, la branche la plus xénophobe du sionisme, le terme ultime du processus de glaciation idéologique du sionisme fondateur d'Israël, relève non de la pertinence, ni de l'audace, mais d'un dévoiement moral et d'un dérèglement mental en ce que le déplacement princier prendrait l'allure d'une capitulation sans condition, d'une reddition en rase campagne, en l'absence de toute garantie d'un règlement équitable de la question nationale palestinienne.

Que pense de tout cela Leïla El Solh-Hamadé, sa tante maternelle chiite par alliance, de la phobie chiite de son neveu Walid, petit fils d'un fondateur de l'Indépendance libanaise, un pays deux fois occupé par Israël, qui ne doit sa survie qu'au Hezbollah libanais, la milice chiite dissuasive de toute nouvelle équipée israélienne, garante de l'Indépendance du Liban et de la dignité des Libanais, l'ultime digue de retenue à une reddition généralisée arabe face au diktat israélien.

La philanthropie œcuménique de Walid Ben Talal masque-t-elle un tropisme exacerbé pour le grand capital juif, du Clan Reichman à Michael Bloomberg, ancien maire de New York et

patron de «Bloomberg TV», le fournisseur de sa chaîne «Al Arab» en information économique. Une manière d'être de «l'entre soi du monde interlope du capitalisme cosmopolite» ?

Son engagement en faveur d'un dialogue avec les Israéliens masque-t-il son dépit de la montée en puissance de l'Iran, rival historique de l'Arabie saoudite, en sa double qualité de chef de file de l'Islam Chiite et fer de lance de la révolution islamique ? Son pèlerinage à Al Qods constitue-t-il une forme déguisée d'un voyage à Canossa. Une fuite en avant sous couvert de sortie par le haut ?

Ballon d'essai ou rétropédalage contraint ? Vingt jours après l'annonce de sa visite à Jérusalem, Walid a rectifié le tir, pour se draper dans un patriotisme qui a lui a fait défaut à ce jour : «Je ne me rendrai à Jérusalem pour y prier que le jour où la ville sainte sera libérée. Je suis porteur d'un passeport d'honneur palestinien», lâchera-t-il sur son compte twitter, sans doute impressionné par l'importance de l'adhésion de la population saoudienne aux thèses de Da'ech, de l'ordre de 66 % et la colère arabe devant l'entrée des soldats israéliens dans l'enceinte de la Mosquée Al Asqa pour protéger la prière de juifs orthodoxes.

Une conjonction cauchemardesque : 60 % de la jeunesse saoudienne sympathisante de Daech

Embourbé depuis dix mois au Yémen, en butte aux coups de butoir de son rival califal 'Da'ech, en phase d'austérité économique, le Royaume saoudien vit une conjonction d'autant plus cauchemardesque que 60 % des jeunes saoudiens sont des sympathisants de Da'ech. Un notable saoudien a tiré la sonnette d'alarme, faisant cette révélation sur la chaîne de télévision saoudienne «Al Arabiya» sans faire l'objet de la moindre mesure disciplinaire.

L'homme, Khalil Al Khalil, ancien membre du Conseil consultatif, est, il est vrai, un expert dans le domaine du terrorisme. La mansuétude dont il a fait l'objet ne doit rien au hasard dans un pays hermétique à l'extrême. Sans doute en raison du fait que Khalil Al Khalil a avancé des chiffres au dessous de la réalité en ce que le nombre de sympathisants pro Da'ech au sein de la jeunesse saoudienne se situerait autour de 92 %, selon un sondage réalisé sur les réseaux sociaux. Une véritable bombe à retardement pour l'Arabie saoudite.

Dans un acte d'autorité destinée sans doute à manifester son autorité en vue d'occulter ses bévues domestiques, -la chute de la grue géante et l'enfumage du tunnel de La Mecque en octobre 2015 (4 000 pèlerins tués, dont cinq cents iraniens)-, et ses désastres militaires sur le théâtre externe, le Roi Salmane a ordonné, aux premières lueurs de 2016, la mise à mort de 46 saoudiens dont le chef spirituel de la communauté chiite, Cheikh Nimr Al Nimr. Première décapitation collective de cette importance depuis l'exécution collective de 63 insurgés en 1980 après l'assaut contre le sanctuaire de La Mecque mené par le prédicateur salafiste Jouhaymane Al Oteibi.

Au moment où le Calife Ibrahim profère, directement, pour la première fois, des menaces contre Israël, le déplacement d'un membre éminent de la dynastie wahhabite pourrait paraître malvenu. Dans un tel contexte chaotique, les pérégrinations médiatiques du prince Walid Ben Talal paraissent relever d'une flamboyance d'un autre temps et mortifère pour la survie de la dynastie honnie par les partisans du Califat, en même temps que de larges fractions de l'opinion internationale.

POUR ALLER PLUS LOIN

L'Arabie saoudite un état Daech qui a réussi : Wahhabisme et destructions des lieux saints de l'islam

<http://www.les-crises.fr/recommande-destructions-wahhabites-les-lieux-saints-de-lislam-en-peril/>

Le rétropédalage de Walid Ben Talal à propos de son voyage à Jérusalem

<http://www.raialyoum.com/?p=292242>

Déclaration au journal Oukaze sur l'annonce du Pèlerinage de Walid Ben Talal à la Mosquée Al Asqa de Jérusalem

<http://awdnews.com/political/prince-talal-of-saudi-arabia-my-visit-to-israel-shall-mark-the-new-age-of-peace-and-fraternity> Pour une variation sur le même thème :

<http://www.renenaba.com/al-qods-pelerinage-la-normalisation-par-la-theologie/>

2 -La galaxie familiale de Walid Ben Talal

Par sa mère, Mona El Solh, Walid Ben Talal est le petit fils d'un des pères de l'indépendance libanaise, l'ancien premier ministre Riad El Solh, assassiné en 1951 en Jordanie pour avoir cautionné la condamnation à mort d'Antoune Saadé, chef d'un parti pan syrien, le Parti Populaire Syrien (PPS). Par son alliance familiale, Walid s'articule sur l'Arabie et le Maroc, les deux grandes monarchies du Monde arabe, agglomérés au sein du Conseil de la Coopération du Golfe, le syndicat des monarchies arabes mis sur pied par Riyad à la faveur des soulèvements populaires arabes de 2011. Du fait des liens de matrimonialité tissés par les trois sœurs de sa maman, son positionnement familial s'articule sur les grandes bourgeoisies libanaises et palestiniennes, au point d'intersection des grands courants politiques et religieux du monde arabe et musulman, républicains ou monarchistes, sunnites ou chiites, qu'ils soient.

Walid est en effet le cousin germain du Prince Hicham Ben Abdallah Al Alaoui, «le prince rouge», neveu du Roi du Maroc, ainsi que de Moulay Ismaïl et de Lalla Zaynab du Maroc. Sa maman est en effet la sœur de la princesse Lamia, veuve du Prince Abdallah, frère d'Hassan II. Par sa deuxième tante, Alia El Solh, femme d'influence et une des premières journalistes arabes, il est apparenté à la grande famille des notables palestiniens des «Nachachibi». Enfin par sa 3eme tante Leila, il se trouve être le cousin germain décédé depuis de Majed Sabri Hamadé, petit fils et héritier du chef féodal chiite de Baalbeck (centre-Liban), inamovible président du parlement libanais pendant un quart de siècle.

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2016

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP,

puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca